Extraits de l'entretien avec M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec "I-télé" le 3 janvier 2012, sur des dossiers liés à l'actualité internationale et européenne, notamment la situation en Syrie, en Hongrie, l'élection présidentielle au Sénégal, les processus de transition en Afrique du Nord (Tunisie, Egypte) et le nucléaire iranien.

2012-01-03

(…)

Q - Le travail effectué en Syrie par les observateurs de la Ligue arabe est-il autre chose qu'une mystification ?

R - Je suis préoccupé par ce qui se passe en Syrie, et vous le savez, depuis le début, je ne cesse de dénoncer un véritable scandale. On est à plus de 5.000 morts et la communauté internationale reste inactive, en tout cas, au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies, pour les raisons que vous savez. Alors, nous nous sommes réjouis de l'initiative de la Ligue arabe, parce que c'était aux pays arabes, notamment à ceux de la région - ceux qui entourent la Syrie - de prendre cette responsabilité.

Les conditions dans lesquelles se déroule aujourd'hui cette mission d'observateurs méritent d'être clarifiées : est-ce qu'ils peuvent vraiment avoir accès à l'information en toute liberté ? Nous attendons le rapport qu'ils feront dans les prochains jours pour avoir une vision claire de la situation.

Q - La partie n'est pas déjà perdue ?

R - Je suis dubitatif, mais je ne peux pas considérer que la partie est déjà perdue. Le secrétaire général de la Ligue arabe a manifesté sa volonté d'aller jusqu'au bout dans les investigations. Il faut que la vérité soit établie et que le régime ne parvienne pas, finalement, à intoxiquer les observateurs qui sont sur le terrain.

Q - Après cet épisode, vous remettrez la pression sur le Conseil de sécurité ?

R - Le Conseil de sécurité ne peut pas rester silencieux. On voit bien qu'il y a une répression absolument sauvage et que ce régime n'a plus réellement d'avenir. Il appartient donc à la communauté internationale de se prononcer.

Vous savez que la France est régulièrement à la manœuvre depuis des semaines. La Russie continue à bloquer, mais il arrivera bien un moment où le régime sera totalement isolé. En tout cas, nous continuons à avoir des contacts réguliers avec le Conseil national syrien, avec l'opposition, pour les accompagner dans leur insurrection très courageuse.

Q - Hier, des dizaines de milliers de manifestants se sont réunis à Budapest contre la nouvelle Constitution érigée par Viktor Orban. Soutenez-vous ces opposants ?

R - Ce que nous soutenons, c'est le respect des principes et des valeurs européennes. Il appartient à la Commission européenne de vérifier que ces nouveaux textes constitutionnels respectent ce qui fait le bien commun de tous les pays de l'Union européenne, c'est-à-dire l'État de droit et le respect des grandes valeurs démocratiques.

Q - Quel est votre sentiment ?

R - Aujourd'hui, il y a un problème et nous appelons la Commission européenne à prendre les initiatives nécessaires pour que les principes fondamentaux soient respectés partout, y compris en Hongrie.

Q - La Commission est-elle armée pour sanctionner la Hongrie ?

R - C'est son travail, c'est sa responsabilité, c'est son devoir aux termes des traités.

Q - Le président du Sénat de la République démocratique du Congo a été agressé il y a quelques jours à Paris. La France a-t-elle laissé faire, comme on l'entend au Congo ?

R - La France ne connaissait pas la présence du président du Sénat sur son sol, il ne s'était pas annoncé. Naturellement, nous assurons la protection de toutes les personnalités, qu'elles viennent du Congo ou d'ailleurs.

Q - Mais voilà un conflit qui s'importe chez nous. Est-ce normal ?

R - La France souhaite que les élections se déroulent convenablement. Elles se sont déroulées dans des conditions qui étaient plus ou moins transparentes. Aujourd'hui, il y a une investiture, il appartient donc maintenant aux Congolais de gérer cette situation qui est difficile. En tout cas, nous avons constamment appelé au refus de la violence. Il faut que les deux camps règlent leurs différends par le dialogue et selon des procédures juridiques, certainement pas par la tentation de la violence, qui est présente, hélas, dans ce pays.

Q - Afrique encore : Youssou NDour est donc candidat à la présidence du Sénégal. La France le soutiendra-elle contre le sortant, qui a quand même 85 ans ?

R - La France n'a pas de candidat. Il serait quand même assez étrange que la France fasse campagne au Sénégal. C'est aux Sénégalais de décider eux-mêmes dans le cadre d'élections que nous souhaitons aussi transparentes que possible.

Q - Se représenter à 85 ans, c'est l'âge d'Abdoulaye Wade, pour un mandat de cinq ans, est-ce que c'est raisonnable ?

R - La France n'a pas de candidat. Je vous l'ai dit, c'est aux Sénégalais de décider en toute démocratie.

Q - Vous partez en Afrique du Nord, en fin de semaine. Vous serez en Tunisie jeudi. Les élections se terminent en Égypte. Êtes-vous inquiet de la dérive islamiste de toute cette Afrique du Nord ?

R - J'ai toujours dit qu'on ne pouvait pas vouloir tout et son contraire. Nous avons souhaité que cette immense aspiration des peuples à la liberté puisse se manifester notamment à travers la tenue d'élections. Ces élections ont eu lieu, au Maroc, en Tunisie ; elles sont en cours en Égypte, dans des conditions satisfaisantes. Nous n'avons donc pas à critiquer le résultat de ces processus électoraux, qui représente le choix des peuples concernés. Ce que nous disons simplement, c'est que nous serons vigilants sur le respect d'un certain nombre de principes : l'État de droit, le respect des minorités, de toutes les minorités et en particulier des minorités religieuses, le respect du statut de la femme. C'est le message que j'adresserai à nos amis tunisiens.

Q - Nous vivons là juste un épisode islamiste, parce que le peuple peut se prononcer, ou bien, est-on parti pour une longue période ?

R - Ce n'est pas un épisode islamiste, c'est une révolution très profonde qui secoue l'ensemble du monde arabe, et au-delà. Je pense qu'il faut se préparer à une période de transition.

La situation de l'économie, notamment en Égypte, est désastreuse aujourd'hui. Il est donc nécessaire que nous agissions sur la dimension économique de cette transition, notamment dans le cadre de ce que nous avons annoncé à Deauville.

Q - L'Iran, pendant ce temps, affirme avoir testé des barres d'uranium enrichi. Est-ce que l'arrivée de la bombe iranienne n'est pas beaucoup plus proche que ce qu'on croit ?

R - Les experts en discutent. En tout cas, l'Iran poursuit la mise au point de son arme nucléaire, je crois qu'il n'y a pas de doutes là-dessus. Le dernier rapport de l'Agence internationale de l'Énergie atomique est assez explicite sur ce point ; c'est la raison pour

laquelle, la France, sans fermer bien entendu la voie de la négociation et du dialogue avec lIran, souhaite que les sanctions soient durcies.

À cet égard, le président de la République a fait deux propositions concrètes : premièrement, le gel des avoirs de la Banque centrale iranienne qui serait une mesure très rude ; deuxièmement, lembargo sur les exportations de pétrole iranien. Le congrès américain a voté en ce sens et le président des États-Unis vient de valider la loi. Nous souhaitons que les Européens, dici le 30 janvier, prennent des mesures équivalentes pour bien montrer notre détermination.

Q - Là encore, cest au niveau des Nations unies que cela va bloquer ?

R - Je ne pense pas. Ce seront des sanctions européennes et des sanctions américaines. Nous avons la capacité dagir dans ce domaine.

().source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 4 janvier 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184108-extraits-de-lentretien-avec-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etran